

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Colombie-l-envoutement-autoritaire-en-crise>

Colombie : l'envoûtement autoritaire en crise

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : mercredi 10 décembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Por José Sabogal

[Débat Stratégique](#), n° 71, décembre 2003

L'élection à la mairie de Bogotá - deuxième poste le plus important du pays - du candidat du Pôle Démocratique Indépendant (PDI) en octobre dernier, traduit la tendance vers le centre-gauche en Amérique du sud. Résultat de l'avance de la démocratie formelle dans la région, d'abord, et de la globalisation néolibérale, ensuit, cette tendance symbolise aussi la fatigue face aux gouvernants le mains soumis à une puissance du nord, de plus en plus négligente.

Dans ce contexte le cas colombien a une connotation spéciale du fait de l'échec, la vieille des élections locales, du referendum par le biais du quel le Président A. Uribe cherchait tout comme Fujimori au Pérou - à plébisciter sont style autoritaire. La réforme politique (réduction du Congrès, nouveau régime électoral et des partis politiques, etc) et la reforme fiscal (suivant les demandes du FMI) proposés par le referendum, seraient complémentés avec le projet de loi en cours sur la réélection du Président.

Néanmoins la campagne intensif et intimidatrice du Président, l'appui des medias, et les bénéfices offerts aux votants, le referendum, embrouillé, n'a pas mobilisé le 25% des électeurs requis. Par contre, L.E.Garzón, très critique du style du gouvernement et fortement opposé au referendum a obtenu 48% du total de votes à la mairie de Bogotá. Mais si le revers du referendum a ses raisons particulières, comme le succès de la gauche les siens - débandade des partis politique traditionnels entre autres , ils symbolisent la déclive de "l'envoûtement autoritaire".

La guerre promise

Contestataire acharnée des négociations infructueuses de paix menées par le gouvernement précédent, grâce à son appel enflamme à la guerre contre les groupes armes d'extrême gauche, A. Uribe a été élu au premier tour. Un mois après l'installation de son gouvernement (07/08/02) l'état d'exception a été déclaré puis des mesures spéciales de guerre ont été adoptées. La politique extérieur du nouveau gouvernement demande à la communauté internationale d'appuyer l'effort militaire de l'Etat colombien a été mise au service de la politique domestique, dit de la Sécurité Démocratique.

Malgré l'enthousiasme que suscita le crie de guerre dans les centres urbains, une année et demi après les résultats de la contre narco-rebelles sont maigres, alors que le bilan des violations des droits de l'homme est lourd. En fait, la guerre contre l'"ennemi intérieur" implémente pendant la guerre froide a été reprise contre les nouvelles menaces, mais la cible reste la même : les civils suspects, c'est-à-dire, "les guérilleros déguisés en civil" d'après le chef paramilitaire C. Castaño ou encore, les "ONG alliés du terrorisme" selon le Président.

Le plan de guerre du gouvernement est une mise en expérimentation du recours aux moyens asymétriques, préemptifs, disproportionnés et hors droit si nécessaire, répandus par la stratégie des Etats-Unis de l'après 11 septembre. Les recours aux actions clandestines, au mercenariat, au laissez faire face aux "nettoyages" politiques, combinée aux victoires militaires sur le terrain, dévoient permettre les victoires politico-militaires, à savoir l'élimination des unités combattantes et la neutralisation des cadres et sympathisants par leur criminalisation.

S'en débarrasser des paramilitaires ?

En cohérence avec la nouvelle stratégie américaine le plan de guerre en Colombie est axé au recyclage des forces paramilitaires. De son élection A. Uribe avait prévu, en effet, la "dissolution expéditive" des groupes paramilitaires confédérés par les Auto Défenses Unis de Colombie (Auc). Il s'agissait de l'extradition "volontaire" des membres de

l'état majeur des Auc vers les Etats-Unis et de la réintégration recommandation faits par la RandCorp une année auparavant l'élection d'Uribe - des troupes (8000) sous les ordres des Forces Armées. Mais cette démarche s'est vu contestée par plusieurs facteurs : forte questionnement internationale sur les liens du Président avec les paramilitaires, d'une part ; fractionnement des Auc en plusieurs blocs, d'autre part ; et appel inattendu du Président Bush au jugement pour terrorisme de C. Castaño, enfin.

Le gouvernement a convoqué alors un processus de paix avec les Auc de tout évidence faux : Un, les AUC ne s'opposent pas à l'Etat et ne confrontent pas aux Forces de l'ordre, ce que rappelle inlassablement C. Castaño. Deux, même si les Auc ont acquise par le narcotrafic une autonomie financière importante elles dépendent, du point de vue opérationnelle, de la connivence active ou passive des secteurs des Forces de l'Etat. Trois, ce fut à la lumière de la loi qu'autorise les autodéfenses que le Président Uribe les a installés dans le département d'Antioquia, lorsqu'il y était gouverneur (1995-1997).

Vers une guerre de plus

Évidemment, une fois dissimulé en structure politico-militaire autonome ce qui ne change en rien leur essence mafieuse et instrumentalisée par des intérêts les plus hétéroclites -, les Auc ont pris très en sérieux leur nouveau statut, que elles exigent dès leur participation dans la première phase du Plan Colombie (fin 2000). Un vrai processus de paix, donc alambiqué, long et incertain, c'est du fait imposé. L'agenda de réinsertion progressif accordé en juillet 2003 avec les blocs loyaux à Castaño est soumis à des conditions qui ne dépendent pas du Président Uribe : une loi permettant le recours en grâce de "combattants" réclamés par la justice ; retrait par la justice étasunienne de la demande d'extradition qui pesé sur plusieurs membres des Auc ; financement par la communauté internationale du programme de réinsertion, etc. Bref, le processus de paix avec les paramilitaires a stoppé la contre-insurrection. Par ailleurs, les disputes au tour des "meilleures" zones de réinsertion ont déclenché une véritable guerre intra paramilitaire, dont les morts se comptent déjà par centaines.

Du fait qu'elles ont été modulées par Washington la guerre de A. Uribe (Parti Libéral) ne diffère presque de la paix de son prédécesseur A. Pastrana (Parti Conservateur). Si le chemin au pouvoir en Colombie semble ouvert à la gauche, avant d'y arriver celle-ci doit se doter d'un projet où, politique intérieure de paix et politique extérieure relié aux priorités stratégiques du sud du continent aillent mais dans la main.

Post-scriptum :

Contact : jsabogal@msh-paris.fr